

## MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Syndicat Intercommunal de la Piscine de L'ISLE-ADAM PARMAIN  
45 Grande Rue  
95290 L'ISLE-ADAM



**TRANSPORT SCOLAIRE 2024-2028**

### **Règlement de la Consultation**

**Date et heure limites de réception des offres :**

**LE VENDREDI 09 AOÛT 2024 A 12H00**

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### SOMMAIRE

|   |           |
|---|-----------|
| <b>ARTICLE 1 : QUALITE DU POUVOIR ADJUDICATEUR</b>  | <b>3</b>  |
| <b>ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION</b>   | <b>3</b>  |
| 2.1 – PRESENTATION GENERALE   | 3         |
| 2.1 – CODES CPV   | 3         |
| <b>ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>  | <b>3</b>  |
| 3.1 - ETENDUE DE LA CONSULTATION  | 3         |
| 3.2 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION  | 4         |
| 3.3 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS   | 4         |
| 3.4 - VARIANTES   | 4         |
| 3.5 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES   | 4         |
| 3.6 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES  | 4         |
| 3.7 - DUREE DU MARCHE   | 4         |
| 3.8 – DELAIS D’EXECUTION  | 4         |
| <b>ARTICLE 4 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES</b>                                | <b>5</b>  |
| 4.1 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES                                  | 5         |
| 4.2 - MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES PAR VOIE ELECTRONIQUE | 5         |
| 4.3 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION                                   | 5         |
| <b>ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>                            | <b>6</b>  |
| 5.1 - DANS LE DOSSIER « CANDIDATURE »   | 6         |
| 5.2 - DANS LE DOSSIER « OFFRE »   | 8         |
| <b>ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>                      | <b>8</b>  |
| 6.1 - CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES   | 8         |
| 6.2 - JUGEMENT DES OFFRES   | 9         |
| <b>ARTICLE 7 : CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES</b>                             | <b>11</b> |
| <b>ARTICLE 8 : ATTRIBUTION DU MARCHE</b>  | <b>13</b> |
| <b>ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>   | <b>14</b> |

## Article 1 : Qualité du pouvoir adjudicateur

**Syndicat Intercommunal de la Piscine de L'Isle Adam Parmain**  
**45, Grande Rue**  
**95 290 L'ISLE ADAM**  
**Tél : 01.34.69.75.09**

## Article 2 : Objet de la consultation

### 2.1 – Présentation générale

La présente consultation concerne les prestations de **Transports scolaires pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2024 au 31 août 2025** (période initiale) et la possibilité de 3 reconductions du marché d'une année.

Les prestations à exécuter comportent notamment le transport d'enfants. Les trajets permettent d'assurer le transport des élèves de leurs écoles vers la piscine intercommunale de L'Isle-Adam Parmain. Des rotations fixes sont prévues.

Des prestations complémentaires ponctuelles pourront être demandées au titulaire du marché.

Les prestations qui seront exécutées dans le cadre du présent marché concerneront systématiquement des locations d'autocars avec chauffeurs.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.).

### 2.1 – Codes CPV

| <i>Classification principale</i>                             | <i>Classification complémentaire</i>  |
|--|---|
| Location d'autobus et d'autocars avec chauffeur : 60172000-4 | Services de transport (à l'exclusion du transport des déchets) : 60000000-8 |

## Article 3 : Conditions de la consultation

### 3.1 - Etendue de la consultation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles L 2123-1 et R2123-1 à R2123-8 du Code de la commande publique.

#### 3.1.1- Montant des commandes pour la durée initiale

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande avec montant minimum et un montant maximum annuel en valeur en application de l'article R2162-4 modifié par le décret n°2021-1111 du 23 août 2021 du Code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

| Marché             | Montant minimum en € HT | Montant maximum en € HT par an |
|--------------------|-------------------------|--------------------------------|
| Transport scolaire | 0 €                     | 55 000 €                       |

### 3.2 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots. La dévolution en lots séparés étant de nature à rendre l'exécution du marché difficile et pouvant engendrer pour la ville des coûts supplémentaires

### 3.3 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra **indiquer tous les sous-traitants** connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

L'offre sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement. En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un **groupement solidaire** ou **conjoint avec mandataire solidaire**.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités. Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

### 3.4 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

### 3.5 – Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est à chiffrer dans la cadre de cette consultation.

### 3.6 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### 3.7 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une **durée initiale d'un an du 1<sup>er</sup> septembre 2024 au 31 août 2025**.

#### Reconduction du marché :

La reconduction du marché pour une période d'un an se fera de **manière tacite** dans la limite de 3 reconductions d'une année.

Le titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction.

La non reconduction du marché par le pouvoir adjudicateur à la fin de l'une des deux premières périodes ne constitue pas une résiliation du marché. Elle met fin au marché, sans indemnité pour le titulaire. La notification d'une telle décision se fera, **avec un préavis de deux mois**, par lettre recommandée avec avis de réception.

### 3.8 – Délais d'exécution

Le délai d'exécution des commandes ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution seront fixés dans les conditions définies au C.C.P.

Un planning détaillé d'exécution concernant les transports à caractère récurrent est annexé au C.C.P.

## **Article 4 : Dossier de consultation des entreprises**

### 4.1 - Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des documents suivants :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)
- Le planning des Rotations
- La simulation comparative de commande (document non contractuel)

Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures Courantes et Services (arrêté du 19 janvier 2009), applicable au présent marché et non joint au dossier est présumé connu du soumissionnaire. Il est disponible à l'adresse internet suivante : <http://www.legifrance.gouv.fr>.

### 4.2 - Mise à disposition du dossier de consultation des entreprises par voie électronique

Conformément à l'article R2132-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-securises.fr/>

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par l'intermédiaire du profil acheteur.

Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations.

### 4.3 - Modification de détail au dossier de consultation

#### 4.3.1 - De la part du candidat

Les candidats sont dans l'obligation de présenter une offre conforme à la demande du pouvoir adjudicateur.

#### 4.3.2 - De la part du Syndicat Intercommunal de la Piscine de L'Isle-Adam Parmain (SIPIAP)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation en respectant un délai minimal de 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Les modifications seront alors notifiées aux candidats, via le profil acheteur du syndicat <https://www.marches-securises.fr/> , qui devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si la date pour la remise des candidatures et des offres est reportée au cours de l'étude du dossier, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date

## Article 5 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

### 5.1 - Dans le dossier « candidature »

En application des articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics (annexe 9 du code précité), l'opérateur économique doit produire les documents et/ou renseignements rédigés en langue française suivants :

1. **une lettre de candidature et d'habilitation du candidat individuel ou du mandataire par ses co-traitants le cas échéant, établie sur papier libre ou sur l'imprimé DC1,**
2. **des renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat ou l'imprimé DC2,**
3. **le candidat pourra également fournir au stade des candidatures, sans qu'il ne lui soit fait préjudice en cas d'absence, les pièces visées aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique.**  
**Si ces pièces ne sont pas fournies à ce stade, elles seront demandées au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché en application de l'article 8 du présent règlement de la consultation.**

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, l'opérateur économique est invité à fournir les renseignements et /ou documents suivants :

- **Déclaration concernant le chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles,
- **Attestations d'assurance** pour les risques professionnels et responsabilité civile,
- **Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ainsi que les titres et qualifications des personnels,
- **Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature,
- Présentation d'une **liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années**, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations exécutées sont prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut par une déclaration de l'opérateur économique.
- Le **Certificat d'inscription au registre des transporteurs routiers de personnes** délivré par la Direction Départemental de l'Équipement.

*NOTA : Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (sous-traitants) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, l'opérateur économique se portant candidat produit les mêmes documents concernant lesdits opérateurs économiques que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur dans la candidature. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités desdits opérateurs économiques pour l'exécution du marché, l'opérateur économique se portant candidat produit un engagement écrit de chacun de ces opérateurs économiques.*

A titre indicatif, certaines des informations demandées ci-dessus sont reprises dans les formulaires "Lettre de candidature DC1", "Déclaration du candidat DC2" (Tous ces documents sont téléchargeables à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

### **Le document Unique de Marché Européen (DUME) :**

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du code précité.

### **Marche à suivre pour compléter le DUME :**

- Rendez-vous sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
- Cliquez sur le bouton « entreprise »
- Cliquez sur « Créer un DUME »
- Complétez votre identifiant et votre pays et cliquez sur suivant.
- Parcourez le formulaire et répondez aux questions des différentes parties.
- Le pouvoir adjudicateur autorise le candidat à déclarer qu'il satisfait aux conditions de participation, sans fournir d'informations particulières sur celles-ci en application du code de la commande publique. Dès lors, à la question « Je souhaite remplir les critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation » répondez « non ».
- Si vous répondez à l'ensemble des critères de sélection, cochez la case correspondante.
- Après avoir complété l'entièreté du formulaire, cliquez sur « Aperçu » pour visualiser le formulaire. Ensuite, cliquez sur « finaliser ». Vous pourrez exporter le DUME en format pdf. ou XML.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition qu'ils confirment que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Les candidats devront donc fournir à l'appui du Document Unique de Marché Européen, les certificats des capacités économiques, financières et techniques mentionnées ci-dessus.

Le candidat justifie de ses qualifications en présentant les certificats stipulés ci-dessus ou par tout moyen équivalent, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate.

En cas de groupement d'entreprises, l'appréciation des conditions de participation est globale, le dossier de candidature devra comporter, outre les pièces demandées ci-dessus, une habilitation expresse du mandataire par ses cotraitants.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 5.2 - Dans le dossier « offre »

- Un pouvoir de signature, daté et signé + cachet de la société, si le signataire n'est pas le président, directeur de la société candidate,
- L'acte d'engagement (A.E.): à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché, à dater et signer
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.): cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé,
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U) à compléter, dater et signer (cachet de la société) par le représentant qualifié de l'opérateur économique
- Le planning de rotation à dater et signer (cachet de la société) par le représentant qualifié de l'opérateur économique
- Un mémoire technique justificatif des dispositions en terme d'organisation et engagement du candidat, des moyens techniques, des moyens humains et de démarche environnementale que l'entreprise se propose de mettre en œuvre pour la prise en charge des prestations liées au marché.

***Le mémoire technique pourra être complété par toute information que le candidat souhaite apporter pour valoriser les éléments de son offre.***

- tout document que l'opérateur économique juge utile de joindre à l'appui de son offre.

## **Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres**

### 6.1 - Critères de jugement des candidatures

Dans le cas d'absence d'une ou plusieurs pièces devant figurer dans le pli contenant la candidature, détaillées à l'article 5.1, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats de compléter leur dossier, dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables à compter de la réception de la demande faite par courrier électronique ou fax.

Les documents demandés dans le cadre d'une régularisation seront transmis au SIPIAP sur support papier (courrier ou télécopie) ou par voie électronique

A défaut de production du ou des documents demandés dans le délai fixé, la candidature sera déclarée irrecevable.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions des articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique ou qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions figurant ci-dessus, produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces



mentionnées à l'article 5.1 du présent règlement de la consultation, ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Ne seront pas admises lors de l'ouverture par le Pouvoir Adjudicateur :

- Les candidatures qui ne présentent pas de garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes pour exécuter le marché.

## 6.2 - Jugement des offres

Le pouvoir adjudicateur sélectionne l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux dispositions de l'article R2152-7 du code de la commande publique.

Les critères intervenant au stade du jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

| Libellé                 | %  |
|-------------------------|----|
| 1- Prix des prestations | 60 |
| 2- Valeur Technique     | 40 |

Chaque critère donnera lieu à l'attribution d'une note qui sera elle-même pondérée de la manière indiquée ci-dessus. L'addition des 2 notes ainsi pondérées, permettra, sur chaque offre, l'attribution d'une note globale à l'entreprise. **C'est la note globale** qui permettra d'obtenir, au terme de l'analyse, un classement des offres, qui guidera le choix du pouvoir adjudicateur

Les offres seront analysées et notées au regard de ces 2 critères décomposés comme suit :

### **1. Sur le prix 60% :**

Sera noté le niveau de prix proposé par l'entreprise dans le cadre du Bordereau des prix unitaires.

**L'offre qui présente le prix en euros le moins élevé se voit attribuer la note la plus élevée.**

Les autres offres sont notées proportionnellement à l'offre la moins élevée selon la formule :

$$NP = NO \times (PO / P)$$

NO : note maximale de l'offre la mieux placée

NP : note de l'offre considérée

PO : prix de l'offre la mieux placée

P : prix de l'offre considérée

Puis application de la pondération :

$$NPP = CO \times NP$$

CO : coefficient de pondération (60%)

NPP : note pondérée de l'offre considérée

NP : note de l'offre considérée

### Concernant le critère prix :

*La comparaison des prix sera effectuée sur la base du B.P.U et de la simulation comparative de commande*

*Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détail des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimerait nécessaires.*

## **2. Valeur technique 40% :**

Le mémoire technique permettra d'apprécier l'adéquation des offres aux spécificités des prestations à assurer. Seront examinés :

- Pertinence des moyens mis en oeuvre pour l'exécution des prestations, méthode de transmission des informations entre le prestataire et la ville
- Moyens humains, qualité des conducteurs (formations, etc.)
- Qualité et adéquation du parc de véhicule
- Effort de l'entreprise en matière environnementale

La valeur technique sera ainsi notée puis pondérée de la manière suivante :

$$\text{NPP} = \text{CO} \times \text{NP}$$

- 
- CO : coefficient de pondération (40%)
- NPP : note pondérée de l'offre considérée
- NP : note de l'offre considérée

### 6.3 : Auditions & Négociations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier le contenu des offres avec les candidats.

Le pouvoir adjudicateur pourra négocier avec les 3 candidats les mieux classés à l'issue de l'analyse selon les critères fixés à l'article 6 du présent règlement de la consultation. Il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

La négociation a pour but d'optimiser les offres acceptables aux regards des critères définis ci-dessus. Les candidats peuvent ainsi être amenés à préciser, compléter ou modifier leur offre, sans modification substantielle des conditions initiales de la concurrence.

La négociation ne peut porter que sur l'objet du marché et elle ne peut pas modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles que définies dans les documents de la consultation.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre (le prix ou d'autres critères).

La négociation peut comporter plusieurs phases.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats et les informations données aux candidats ne peuvent être de nature à avantager certains d'entre eux.

Le pouvoir adjudicateur ne peut révéler aux autres candidats des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat dans le cadre de la négociation sans l'accord de celui-ci.

Si audition et négociation ont effectivement lieu, une convocation sera transmise quelques jours avant. Il est demandé que participe à cette audition le chef de projet identifié dans la présentation de l'équipe remise par le candidat.

L'audition des candidats, le cas échéant, se déroulera en deux temps :

- Dans un premier temps (d'environ 30 mn), les candidats auditionnés procéderont à une présentation rapide de leur entreprise et de l'équipe en charge des prestations proposées. Ils

pourront exposer un à deux projets équivalents à l'objet du marché et pertinents, de manière illustrée (PowerPoint souhaité).

- Dans un deuxième temps (d'environ 30 mn), l'audition consistera en un échange entre le pouvoir adjudicateur et les candidats auditionnés portant sur les précisions qui pourraient être apportées au regard du mémoire technique, de la proposition financière et du cahier des clauses techniques particulières.

L'offre retenue sera celle qui comptabilise la note la plus élevée sur la base des critères pondérés énoncés ci-dessus.

La décision de contracter sera prise par le Président du Syndicat. Les candidats non retenus seront avisés par écrit du rejet de leur offre.

Si le candidat retenu ne fournit pas les certificats et documents mentionnés a

u présent règlement de consultation dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Le pouvoir adjudicateur choisit enfin l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue de la négociation.

## **Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des offres**

**Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018, les opérateurs économiques doivent transmettre obligatoirement leur offre par voie électronique.**

Cette transmission sera réalisée sur la plateforme profil acheteur du SIPIAP: <http://www.marches-securisés.fr>

La transmission des offres par messages électronique (sur la boîte mail du SIPIAP, par exemple) n'est pas autorisée.

Sauf demande expresse, la transmission des documents sur un support physique électronique (CDROM, USB ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

### Transmission électronique :

Les frais d'accès au réseau et le recours à la signature électronique sont à la charge du candidat.

Pour éviter la survenance d'aléas au cours de la transmission des plis, les candidats ont la possibilité de consulter sur le profil acheteur les prérequis techniques.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur les délais de téléchargement et de chiffrement inhérents à la transmission électronique des offres via la plate-forme, en fonction de la taille de l'offre déposée, des capacités techniques du matériel, du type de raccordement à Internet, du trafic sur le réseau Internet.

### Présentation des dossiers et format des fichiers :

La transmission par voie électronique de l'offre devra respecter les conditions de forme applicables à la transmission d'un support papier.

A ce titre, le fichier comprenant les documents de la candidature doit s'intituler « candidature-nom de l'entreprise ». Le fichier comprenant les documents de l'offre doit s'intituler « offre-nom de l'entreprise ».

Formats des fichiers :

Les candidats doivent respecter les recommandations suivantes :

- o Les formats des fichiers doivent être « compatibles » PC ;
- o les formats des fichiers acceptés sont les suivants : Word, Excel, Adobe Acrobat ;
- o ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo, autocad ;
- o ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- o faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse.

#### Signature :

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique, la signature électronique n'est pas requise dans le cadre du présent marché public. Le pouvoir adjudicateur demandera au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché de fournir les pièces de l'offre avec signature manuscrite originale.

En cas de signature électronique, il est recommandé aux candidats de vérifier leur certificat de signature et leur conformité aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019.

Attention, si plusieurs documents sont introduits dans un seul fichier (type ZIP) ils devront faire l'objet d'une signature individuelle préalable avec un outil approprié si le règlement de consultation exige la signature de ces pièces.

En cas de groupement, chaque membre doit signer ses propres documents.

#### Copie de sauvegarde :

Les candidats ont la faculté de faire parvenir au pouvoir adjudicateur une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier, doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Si les candidats ont fait parvenir, dans le délai imparti, une copie de sauvegarde, elle peut être ouverte en lieu et place du pli électronique. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

« Copie de sauvegarde – intitulé du marché – Nom ou dénomination du candidat ».

Cette copie de sauvegarde doit être adressée à : Piscine de L'Isle-Adam Parmain - 1 Avenue Paul Thoreau - 95290 L'ISLE-ADAM.

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés suivants, à l'adresse ci-dessus du lundi au vendredi : 09h00 - 12h30 / 13h30 - 17h30 sauf le dernier jour de remise des plis 12h00, heure limite impérative.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants et sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais et identifiée comme telle :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la candidature ou l'offre transmise par voie électronique. La preuve de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais ;
- Lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique et n'a pu être ouverte.

Virus :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Matérialisation :

A l'issue de l'ouverture des plis, la candidature et l'offre de l'entreprise déclarée attributaire feront l'objet d'une matérialisation qui aura pour effet de transformer l'offre électronique en offre papier. L'offre ainsi matérialisée donnera lieu à la signature manuscrite du marché entre les parties.

Horodatage :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Après le dépôt du pli sur la plateforme, un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique, donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est : GTM/UTC +1.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent document ne seront pas retenus.

Assistance :

En cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation de la plateforme, les candidats sont invités à se rapprocher du support technique : voir <https://www.marches-securises.fr>

## **Article 8 : Attribution du marché**

Conformément à l'article R2144-4 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra justifier ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner en produisant les documents visés aux articles R 2143-6 à R2143 -10 du code précité.

Afin d'accélérer les délais de procédure, les candidats peuvent produire ces documents et informations dès le dépôt des plis.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 5 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, les pièces visées aux articles R 2143-6 à R2143 -10 du code de la commande publique à savoir notamment :

- une attestation délivrée par tout organisme compétent établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datée de moins de 6 mois.
- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
- un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

*Nota : Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci produit les pièces mentionnées aux articles R 2143-6 à R2143 -10 du code de la commande publique dans un **délai de cinq jours francs à compter de la réception de la demande de la ville**. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise ces pièces.*

## **Article 9 : Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des plis, une demande directement sur la plateforme de dématérialisation dans les conditions suivantes :

les candidats s'engagent à prendre entièrement connaissance des pièces de la consultation, des documents qui y sont cités et, le cas échéant, contacteront toutes les Administrations et Autorités concernées par le présent accord-cadre. Ils ne pourront arguer d'aucune imprécision pour réclamer une quelconque modification de leur offre (y compris financière).

Dans le cas où la rédaction des pièces leur apparaîtrait anormale ou ambiguë, ou pour les offres en utilisant la plateforme de dématérialisation.

Une réponse sera adressée sur la plateforme de dématérialisation au plus tard 3 jours ouvrés avant la date fixée pour la réception des offres à tous les candidats ayant retiré le dossier. Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article du présent document qui y est relatif.

### 9.1- Renseignements administratifs et techniques

#### **Syndicat Intercommunal de la piscine de L'Isle Adam Parmain**

1 avenue Paul Thoureau - 95290 L'ISLE ADAM

Tel : 01 34 69 20 85

Courriel : [administratif@sipiap.fr](mailto:administratif@sipiap.fr)

### 9.2- Voies de recours

#### **Organe chargé des procédures de recours**

**Nom de l'organisme** : Tribunal Administratif de Cergy Pontoise

**Adresse** : 2-4 Boulevard de l'Hautil 95000 Cergy Pontoise

Tel : 01 30 17 34 00

Fax : 01 30 17 34 59

Courriel : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)

URL: <http://www.ta-cergypontoise.fr>

#### **Introduction des recours**

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

**Nom de l'organisme** : Tribunal Administratif de Cergy Pontoise

**Adresse** : 2-4 Boulevard de l'Hautil 95000 Cergy Pontoise

Tel. : 01 30 17 34 00

Fax : 01 30 17 34 59

Courriel : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)

Adresse internet : <http://www.ta-cergypontoise.fr>.

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Référé précontractuel avant la signature du marché (articles L551-1 et suivants du code de justice administrative) ;

- Référé-contractuel dans un délai d'un mois à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché, ou à défaut, dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (articles L 551-3 à L 551-23 et R 551-7 à R 551-10 du code de justice administrative) ;
- Recours en contestation de la validité du contrat : auprès du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 04 avril 2014 n° 358994 « Département du Tarn-et-Garonne » par tout tiers justifiant d'un intérêt lésé contestant la validité de tout ou partie du marché conclu assorti, les cas échéants, d'un référé suspension en application de l'article L.521-1 du code de justice administrative et de demandes indemnitaires, dans un délai de deux mois à compter de la publication suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Ce recours peut être assorti d'une demande indemnitaire ;
- Recours gracieux à l'encontre des décisions faisant griefs dans les deux mois de leur publication ou de leur notification ;
- Recours pour excès de pouvoir à l'encontre des décisions faisant grief dans les deux mois de leur publication ou de leur notification (article R421-1 du code de justice administrative) ;
- Recours en contestation d'une décision de refus de résiliation d'un contrat : auprès du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 juin 2017 n°398445 par tout tiers justifiant d'un intérêt lésé de façon suffisamment directe et certaine par la décision de refus de résiliation, dans un délai de 2 mois à partir de la décision expresse ou implicite de refus de résiliation ;
- Recours de pleine juridiction, accompagné le cas échéant de demandes indemnitaires, dans les deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ; dès la signature du contrat, le concurrent évincé n'est plus recevable à déposer un recours pour excès de pouvoir ;
- Recours indemnitaire après demande préalable au pouvoir adjudicateur, dans le délai de déchéance quadriennale.

Le code de justice administrative est consultable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>.